

Pacte énergétique :

Combien de temps notre avenir énergétique restera-t-il otage des défenseurs du statu quo ?

Arnaud Collignon

<http://iewonline.be/...>, 21 décembre 2017

Le Gouvernement fédéral a refusé d'endosser le projet de pacte énergétique réalisé par les 4 ministres de l'énergie. Jan Jambon, le Ministre N-VA de l'Intérieur, précisait le 13 décembre dernier qu'il fallait « vérifier si tous les critères de sécurité, d'approvisionnement, de prix et de respect des accords climatiques sont remplis. » Ces 3 points ont pourtant déjà été vérifiés comme la Fédération le démontrera dans l'analyse ci-dessous. De nombreux rapports confirment, en effet, la faisabilité d'une sortie du nucléaire à un coût abordable et sans impact majeur sur nos émissions de gaz à effet de serre. La position de la N-VA ou de FEBELIEC ressemble donc fort au nouvel avatar d'une stratégie mise en place par les partisans du nucléaire depuis le vote de la loi de sortie en 2003 : la stratégie du pourrissement. Il est temps que cela cesse.

1. La sécurité d'approvisionnement

1.1. Les scénarii de sortie du nucléaire sur la table sont robustes et démontrés

De nombreuses études ont été publiées ces derniers mois (Elia, Itinera, Energyville) et elles arrivent toutes à la même conclusion : la Belgique peut mettre en place un système électrique robuste et dénucléarisé dès 2025. Inter-Environnement Wallonie (IEW) a déjà proposé une analyse de la plus importante – Electricity scenario for Belgium towards 2050 d'Elia – disponible sur son [site](#).

GW en 2030	Projet de pacte énergétique	Elia - Scénario décentralisé (DEC)	Elia – Scénario Renouvelable (RES)
PV	8	11,6	<u>7</u>
Eolien Onshore	4,2	<u>4,2</u>	5,4
Eolien Offshore	4	2,3	<u>4</u>
Flexible (Gaz, ...)	5	5,6	<u>5</u>

Fig. 1 : Comparatif des objectifs présentés dans le projet de pacte énergétique avec les scénarii « décentralisé » et « renouvelable » d'Elia

Les chiffres proposés par les ministres de l'énergie dans leur projet de pacte énergétique sont des fourchettes (le texte parle toujours d'environ X GW) qui sont proches de celles analysées par Elia (voir tableau ci-dessus). Elia ayant procédé aux analyses nécessaires, ces chiffres sont donc solides en termes de sécurité d'approvisionnement et forment un canevas suffisant pour le pacte énergétique.

Certaines études additionnelles doivent permettre d'affiner ces objectifs notamment pour minimiser au maximum les capacités en nouvelles centrales au gaz nécessaires (en maximisant le potentiel en matière de cogénération, d'efficacité énergétique). Les objectifs définitifs devront être approuvés dans les futurs plans nationaux climat énergie (PNEC) et consolidés au sein d'un accord de coopération.

Il est crucial que les PNEC s'inscrivent, en matière électrique, dans une vision 2025 pour accompagner le calendrier de sortie du nucléaire.

1.2. Le nucléaire ne renforce pas notre sécurité d'approvisionnement (au contraire)

Les nombreux dysfonctionnements des différents réacteurs témoignent d'un manque de fiabilité de nos centrales nucléaires vieillissantes, lequel fait peser une réelle menace sur notre sécurité d'approvisionnement en cas de prolongation de certaines centrales. Comme le montre le tableau ci-dessous, les réacteurs nucléaires sont loin d'être disponibles à tout moment et l'incertitude ne concerne pas que les seuls réacteurs dans lesquels des microfissures ont été détectées (Doel 3 et Tihange 2). Doel 4 – un des réacteurs les plus susceptibles d'être prolongés - a également été fermé plusieurs mois en 2014 suite à un sabotage qui n'a d'ailleurs jamais été élucidé.

L'indisponibilité étant clairement liée à l'âge des réacteurs, il serait illusoire de croire que de pareils événements ou dysfonctionnements ne se répéteront pas en cas de prolongation de deux réacteurs nucléaires au-delà de leur durée de vie prévue. Pourtant, toutes les études prospectives susmentionnées tablent sur un taux de disponibilité du nucléaire prolongé proche de 100%. En cas de désactivation inopinée d'un réacteur, des capacités de back up (gaz, gestion de la demande, importation...) devraient également être disponibles (voir graphique ci-dessous). Se pose, dès lors, la question du coût de cette indisponibilité potentielle, lequel n'est jamais pris en compte dans aucun calcul.

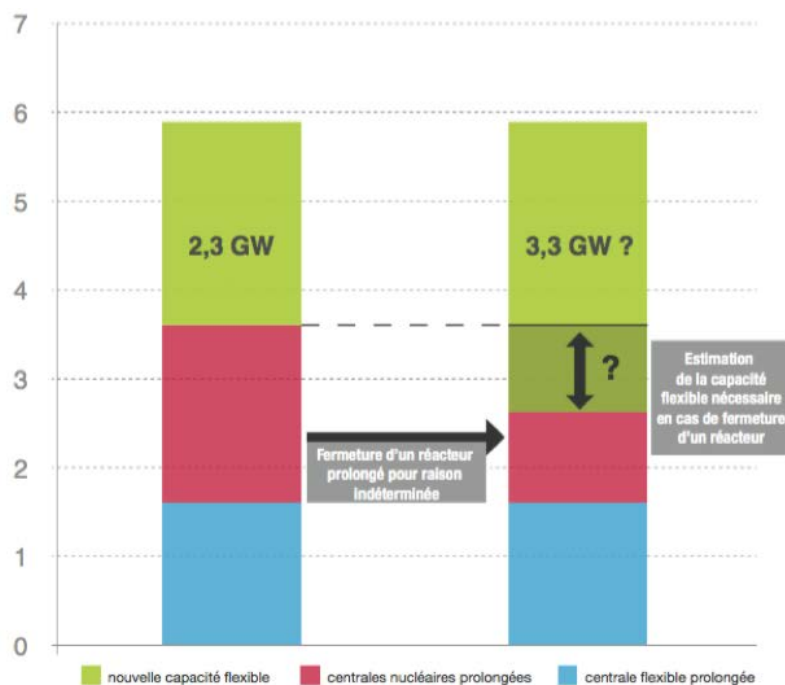


Fig. 2 : Après une prolongation de 2GW nucléaire, l'indisponibilité potentielle d'un des réacteurs augmente les besoins en capacité flexible de remplacement (graphe réalisé par IEW sur base des chiffres Elia, scénario « Base case »)

Pour IEW, des analyses supplémentaires pour évaluer l'impact d'une indisponibilité des réacteurs nucléaires prolongés et des besoins de back up associés devrait absolument être réalisée par Elia ou la CREG.

2. Le prix

2.1. Pour Elia, prolonger le nucléaire est seulement 12 euros moins cher par ménage...

Le rapport Elia déjà mentionné a étudié l'impact économique potentiel de la prolongation de deux réacteurs nucléaires pour une durée de 10 ans. Le 13 décembre dernier, Chris Peeters, le CEO d'Elia estimait, devant les parlementaires, qu'en cas de prolongation de 2 GW de capacité nucléaire sur 10 ans, « pour un ménage, le gain sur la facture serait d'environ 6 euros par an. Si on y ajoute l'économie faite sur le système de soutien aux centrales au gaz, on arrive à une économie annuelle d'environ 12 euros par ménage ».

La même étude nous apprend que le principal bénéficiaire d'une prolongation du nucléaire de 10 ans serait en fait Engie Electrabel. Sur les 720 millions € de gains annuels estimés au niveau belge dans le scénario de base d'Elia, 570 millions € finiraient dans la poche des opérateurs des centrales. Cette estimation met en lumière un aspect fondamental de la transition énergétique : la question n'est pas tant de savoir combien va coûter la nécessaire transition de notre modèle énergétique – tous les scénarii, y compris ceux de prolongation du nucléaire conduisent au même ordre de prix – mais surtout de savoir comment sera réparti le coût entre les acteurs économiques.

2.2. ...mais le vrai coût d'une prolongation serait bien plus élevé

Comme il le reconnaît dans son rapport, le gestionnaire de réseau Elia n'a pas pris en compte toute une série de coûts « indirects » dans ses calculs :

- Le risque nucléaire est une réalité tangible comme le rappelait le reportage diffusé récemment sur ARTE « Sécurité nucléaire le grand mensonge ». La catastrophe nucléaire de Fukushima a coûté (jusqu'à ce jour) 200 milliards de dollars aux autorités japonaises, tout en rendant des régions entières inhabitables pour de longues années. Les conséquences d'un accident nucléaire à Tihange ou à Doel sont tout simplement incalculables pour notre pays si densément peuplé. Rappelons que le coût d'un accident nucléaire ne serait pris en charge par les opérateurs nucléaires que de manière totalement dérisoire ; leur responsabilité étant plafonnée à 1,2 milliards €. Tous les coûts dépassant cette somme seraient simplement couverts par l'Etat, c'est-à-dire par l'ensemble des contribuables.
- Les prévisions de coûts d'investissement pour prolonger les réacteurs nucléaires réalisées par Elia sont relativement faibles (800 millions €/GW). Les estimations faites en France notamment par le centre d'étude Wise Paris arrivent à des chiffres bien plus élevés de l'ordre 770 Millions € à 2 milliards/GW pour un niveau d'investissement médian. Aligner les réacteurs au même niveau de sécurité qu'un réacteur moderne serait sans doute impayable voire irréalisable.
- D'autres coûts comme l'adaptation des réacteurs aux nouvelles normes sismiques internationales pourraient s'ajouter à la facture nucléaire. L'agence de sécurité nucléaire, l'AFCN, citée par Le Soir estimait que « des modifications parfois conséquentes des installations » seraient nécessaires pour respecter les nouvelles normes sismiques approuvées (et bientôt intégrées dans la loi) par la fédération européenne des agences de sécurité nucléaire (WENRA), dont l'AFCN est membre. L'estimation de ces « modifications conséquentes » (nous soulignons) doit encore être faite.

En outre, toutes les estimations de coûts d'Elia ont pour horizon 2030. Dans le cas d'une prolongation de 2 réacteurs jusque 2035, il faudra procéder à des investissements dans des nouvelles capacités de remplacement après cette date. Une décision de prolongation du parc nucléaire n'est donc jamais qu'un report des coûts dans le temps.

Pour IEW, Elia doit réaliser une analyse de coûts/bénéfices d'une prolongation avec un horizon temporel plus long (2050) et en intégrant les coûts susmentionnés (risque nucléaire, investissement pour la prolongation de deux réacteurs, adaptation aux nouvelles normes sismiques).

3. Le respect des accords climatiques

Les partisans du nucléaire affirment que l'atome est le seul moyen de résoudre la crise climatique. Cette vision caricaturale et simpliste conduit à réduire la crise environnementale globale que nous traversons à la seule crise climatique. La réalité est, hélas, plus complexe. Le nucléaire – surtout à cause des déchets associés – est un autre aspect très important de la crise environnementale globale que nous traversons (la biodiversité, en est une autre facette). Il fait courir un risque inacceptable à la fois sur la population et sur l'environnement et, ce, pour les dizaines de milliers d'années à venir.

L'impact à court terme de la sortie du nucléaire sur nos émissions nationales de gaz à effet de serre est indéniable. Mais, comme le calculait le centre d'étude CLIMACT en 2015 (voir graphique ci-dessous), cette hausse est relativement limitée en quantité (+3% d'émissions de GES) et peu étalée dans le temps (entre 2022 et 2026). Au vu des risques avérés et potentiels du nucléaire, IEW considère qu'il s'agit d'un choix politique souhaitable. Les objectifs climatiques globaux pourront néanmoins être atteints en renforçant les efforts sur d'autres secteurs.

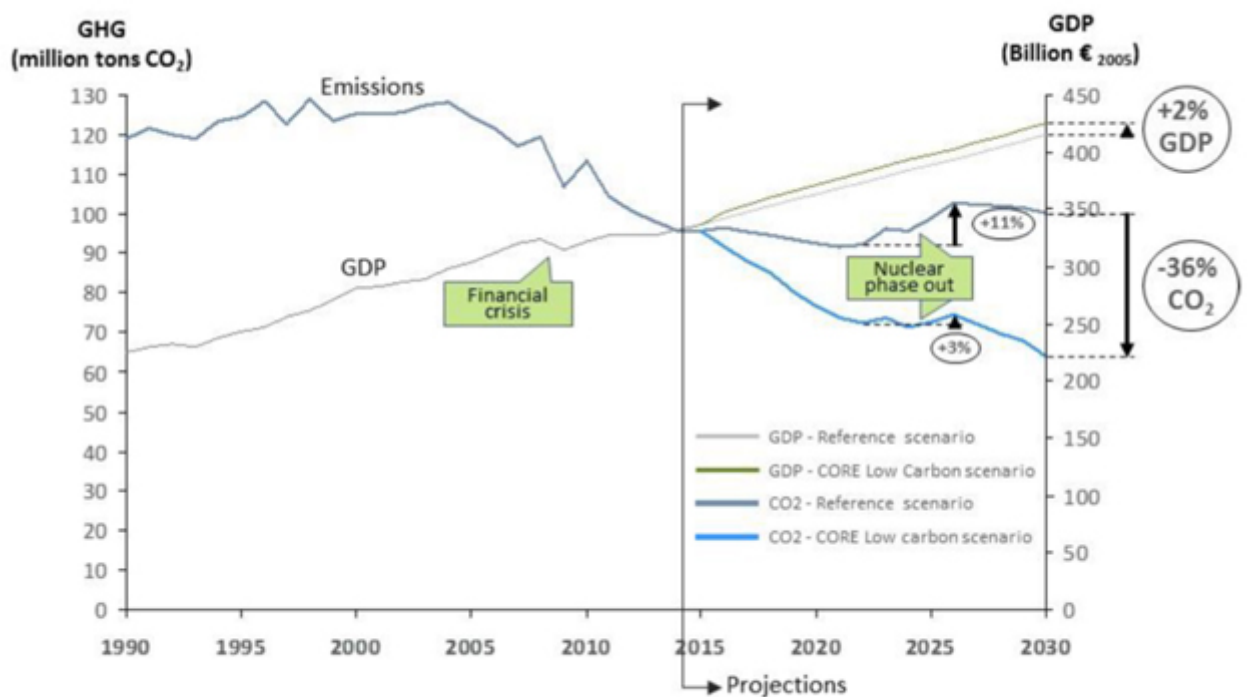


Figure 12: GDP and CO₂ emissions evolution in Belgium for the CORE and REF scenarios, HERMES model (BFP, Climact)

Fig. 3 : Graphe extrait du rapport Climact « Belgian-electricity-landscape-context-nuclear-phase-out »

4. Conclusion

A travers les éléments qui précèdent, Inter-Environnement Wallonie met en avant le fait que les arguments avancés par la N-VA et repris par le Gouvernement fédéral pour postposer l'approbation du pacte énergétique ne sont pas fondés. Cela ressemble donc bien à une nouvelle excuse pour ne pas avancer.

Or, dans le domaine de la transition énergétique et de la sortie du nucléaire, l'absence de décision est une décision de prolongation implicite. Le Gouvernement fédéral doit arrêter d'être l'otage de cette stratégie du pourrissement largement usitée par les partisans du nucléaire, stratégie qui bloque la transition énergétique dans notre pays. Cela passe par l'approbation à court terme du pacte énergétique tel qu'il a été rédigé par les Ministres de l'énergie et par son implémentation rapide via les plans nationaux climat énergie 2030 et un accord de coopération.